

De Paris, à l'aube du jeudi 18 octobre 1951
Lettre n° 1,966

Monsieur,

Nos vaches doivent être désolées et surtout très vexées qu'Antier ait été contraint d'abandonner cinq centimes sur le prix de leur lait. Les gens de la Haute-Loire n'ont pourtant pas la réputation d'être faciles en affaires. Leur député-ministre a cependant été obligé de s'incliner. La discussion durait depuis des semaines. Il est vrai qu'elle a été le plus souvent menée par Laurens; mais Laurens est du Cantal, c'est-à-dire d'un département qui a, lui aussi, une solide réputation. Rien n'y fit. René Mayer les a eus, à l'usure. Au dernier moment, il a gratté cinq centimes. Si avec un tel homme le budget de 1952 n'est pas en équilibre, c'est qu'il n'y aura vraiment rien à faire. C'est d'ailleurs, hélas ! ce qui va se produire.

Donc, le barème établi avant-hier pour le lait (voir mes "En vrac" d'hier) donnait, pour l'hiver, un prix moyen de 29 frs 09 le litre à la production. Le barème adopté en définitive le fait ressortir à 29 frs 04. Mais l'accord est réalisé et, à tout prendre, c'est encore une victoire pour l'Agriculture ; malgré le sou abandonné au dernier moment, Antier paraît très satisfait. L'ensemble des prix --celui du lait et ceux que je vous ai cités hier-- est publié ce matin au Bulletin Officiel,

Au terme de cette discussion sur les prix, il n'est pas inutile de rappeler les divers accords ministériels, intervenus depuis les derniers jours du mois de septembre, notamment en matière de subventions. 19 milliards sont prévus pour le charbon, dont 100 millions consacrés à la marine marchande (chalutiers). Pour les engrangis, l'Agriculture procède à une ventilation entre les diverses catégories d'une hausse moyenne d'un peu plus de 20 % pour chaque catégorie, calculée de façon qu'il reste en fin d'année, sur le crédit de 8 milliards de francs prévu, un reliquat de 2 milliards. Pour le sucre d'outre-mer, la subvention de 450 francs par quintal sera reconduite pour la campagne 1951-52. Le taux de 450 francs ne devra cependant en aucun cas être dépassé. Le crédit correspondant sera inscrit au Fonds de régularisation des prix. Les papiers de presse bénéficieront d'une subvention dans les limites d'une dépense globale, pour 1951, de 2 milliards 200 millions. Enfin, la subvention aux céréales secondaires sera comprise entre 4 milliards 1/2 et 5 milliards, dont 2 pour l'exercice 1951.

La commission des Finances de l'Assemblée a repris ses travaux, c'est-à-dire qu'elle a poursuivi l'examen des fascicules budgétaires, après avoir enregistré les réserves du R.P.F. et ses regrets du fait que le gouvernement n'ait pas encore procédé devant la commission à un exposé d'ensemble. La commission a approuvé, entre autres budgets, celui de la présidence du conseil, notamment de ses organismes de défense : le secrétariat permanent et les contrôles radio-électriques.

Des changements intervenus dans les présidences des conseils généraux, je ne vous entretiendrai pas. La presse les publie. Ils sont conformes au mouvement de glissement vers la droite, constaté au cours des récentes élections. Mais les leaders de la politique française étant actuellement hors Paris, la journée d'hier a été fort calme. Toutefois, le général Guillaume est arrivé et a rencontré aussitôt Vincent Auriol et Robert Schuman. Il vient évidemment les entretenir des observations qu'il a faites au Maroc depuis le 3 octobre, date de son entrée en fonction. Il vient aussi leur exposer sa ligne de conduite et leur

soumettre ses premiers projets.

L'Egypte se calme un peu. Le parlement du Caire part en vacances. C'est au gouvernement de suivre l'événement. La résolution dont font preuve les Britanniques et l'assurance donnée par Acheson que les Etats-Unis approuvent cette résolution vont évidemment donner à réfléchir aux autorités égyptiennes. Au Pakistan, journée de deuil. Je vous écrivais hier que l'Inde et surtout l'U.R.S.S. avaient intérêt à la disparition de Liaquat Ali Khan. Je n'en conclus certes pas que l'assassinat du Premier pakistanais a été provoqué par l'U.R.S.S., car ce pays a d'autres armes, plus insidieuses et plus dangereuses, pour ses adversaires. La pénétration communiste dans le Moyen-Orient est d'ailleurs organisée de façon quasiment scientifique et je ne résiste pas au désir de placer sous vos yeux les observations d'un Britannique chargé par son administration de surveiller de fort près ce secteur :

Extérieurement, Moscou déclare que la Ligue arabe est une "création impérialiste britannique passée sous l'obéissance américaine en 1950, du fait de l'affaiblissement de Londres". Mais l'U.R.S.S. manifeste, par tous les moyens en son pouvoir, son intérêt pour ce que l'on dénomme à Moscou "l'Islam Progressif". Elle aide, financièrement et par les conseils de ses missi dominici, les clandestins d'Egypte, d'Irak, d'Iran, du Liban, de Chypre, etc... Elle travaille ouvertement en Syrie, où elle compte de nombreux amis; mais elle le fait avec une grande prudence pour ne pas rallier contre elle les autorités locales anticomunistes aux éléments sur place anglo-américains. Sa grande force est de réunir, sans distinction de religion, de langue et de nationalité, tous les éléments qui lui sont favorables; cette absence de sectarisme fait son succès qui ne doit pas être sous-estimé. Ce succès est lent, mais sûr. De plus, comme il est occulte, il est fort difficile à combattre. Il ne faut se faire aucune illusion : si l'U.R.S.S. devait occuper le Moyen-Orient, elle y trouverait des intelligences fidèles bien placées, aussi bien dans les milieux arabes que dans les milieux chrétiens, car la grande faute, tant des autorités locales que des éléments anglo-américains, semble bien d'avoir été de laisser se former, dans tout le Moyen-Orient, un prolétariat instruit, conscient des rivalités anglo-américaines, maintenant que l'influence française éliminée ne permet plus de rejeter sur elle les fautes commises dans toute cette région du monde.

Pourtant, le marxisme, qu'il soit leniniste ou stalinien, est incompatible avec le vieux fonds de religiosité monothéiste évangélique et biblique. Les Russes le savent. Ils ont l'expérience du Turkestan, de l'Uzbekistan et des autres républiques musulmanes soviétiques d'Asie. Aussi ont-ils fait la part des choses et ce fut la grande faute des observateurs des autres pays de ne pas s'en rendre compte. L'attitude russe ressemble à celle de Moïse sur le Sinaï --dans le désert aussi-- après la sortie d'Egypte. Il y a, aux yeux des Soviétiques, une "génération du désert" (leur programme en parle). Ils considèrent que cette génération mourra et qu'il faut la laisser mourir, sans chercher à la convertir au dogme matérialiste. Ce fait fut constaté quand, en 1946, l'U.R.S.S. envoya en pèlerinage de pieux Asiates à la Mecque. Il n'y avait que des vieux du type mongol, pas de jeunes comme dans tous les pèlerinages des autres pays arabes. Choborine, ministre russe à l'époque à Jérusalem, organisa une réception en leur honneur et il fit remarquer, non sans humour, que cette constitution du pèlerinage était un symbole : "Nous ne cherchons pas, dit-il, à supplanter la foi demeurée vivante des générations mûres. Nous nous adressons à la jeunesse des centres urbains, des universités, des centres irreligieux intellectuels des capitales. L'absence de jeunes dans ce pèlerinage prouve que nous avons raison".

Les faits actuels prouvent à l'évidence que Cheborine avait plus que raison. D'où viennent les plus grands admirateurs égyptiens du communisme ? De la Faculté de médecine du Caire, et l'on peut affirmer sans se tromper que leur action a été déterminante dans les événements actuels d'Egypte, car, de par leur profession et leur formation marxiste, ils ont été les meilleurs visiteurs auprès de la population pour répandre le mot d'ordre contre les Anglais. Où se trouvent les hommes les plus éloignés du marxisme ? A la Faculté religieuse de la Mosquée d'El Azhar; mais tous ont largement dépassé la jeunesse et leur nombre décroît d'année en année. Néanmoins, l'homme qui connaît le mieux l'Orient a souvent tenté de "convertir les vieux" d'El Azhar; il n'a remporté aucun succès. Il s'agit d'Abdel Rahman Sultanov, dont le nom commence à être fort connu au Moyen-Orient.

Si la Syrie peut jouer plus ouvertement le jeu pro-russe, c'est que le patriarche de Damas, Alexandre III, élève du séminaire de Kiev, est un fervent soutien des idées marxistes-stalinianes. Les minorités kurdes, beaux soldats aimant la guerre au point qu'ils sont toujours en état larvair de rébellion, ont été savamment endoctrinées par Moscou et les émissaires de Sultanov : certains milieux arméniens prolétaires, les syndicats ouvriers, les populations industrielles des villes, les hommes utilisés dans les récents forages pour trouver du pétrole. Il faut noter que le gouvernement considère que, malgré ses mesures contre le communisme, ce dernier, dans la clandestinité, est en perpétuelle augmentation.

Les légations pléthoriques de l'U.R.S.S. dans tous les pays du Moyen-Orient sont des centres précieux. Sauf à Djeddah, où il n'y a qu'une mission commerciale et une autre médicale, l'U.R.S.S. a des centaines de représentants parlant l'arabe. Elle a signé des traités d'amitié et de commerce, tient ses engagements; elle vient de réinstaller une légation au Yémen. La force de l'U.R.S.S. est de ne pas se mêler visiblement des affaires intérieures des pays arabes, et elle sait le faire souligner en des tracts clandestins à chaque ingérence anglaise ou américaine. Quand l'Irak a dissous ses syndicats, l'U.R.S.S. n'a pas protesté; quand le même fait s'est produit en Syrie, elle s'est tué de même. Mais, trois mois après, un tract clandestin compareait les salaires d'avant la dissolution et d'après. L'exemple favorisait les syndicats. Pour l'Egypte, le même procédé a été utilisé lors de la mise en camp de concentration des communistes syndicalistes. Les événements actuels donnent raison à la propagande adroite de l'U.R.S.S.

Quels sont les hommes de base du travail russe ? Incontestablement Sultanov est le chef de file, mais il a un excellent adjoint en la personne de David Solol, représentant de l'U.R.S.S. dans le seul pays où le communisme a droit d'existence extérieure : le Liban. Le troisième ouvrier est Nicolas Novikov qui, après avoir été au Caire, fut nommé à Washington et qui supervise, tantôt de Moscou, tantôt directement sur place, en accord avec les hommes délégués du Kominform, toute la propagande au Moyen-Orient. En Israël, il y a gros préjugé favorable en faveur de l'U.R.S.S. Les difficultés de la formation du dernier ministère sont une preuve de l'importance du P.C. israélien. De plus, les organismes clandestins de guerre civile sont souvent pro-russes, facteur non négligeable. Il faut aussi se souvenir que, durant la guerre arabico-juive, les Soviets ont puissamment aidé les Juifs en leur fournissant armes et cadres. Les Sionistes, venus de Pologne ou d'U.R.S.S., souvent en accord avec les directives de Moscou, ont noyauté les organisations syndicales de Tel Aviv et de tout Israël.

- 4 - n° 1.966

Si l'on s'en tient à la littérature clandestine, les buts des Russes peuvent se résumer ainsi : nous vous aiderons à vous débarrasser des tutelles étrangères, à organiser vos territoires nationaux, à profiter de vos richesses. Nous vous aiderons sur un pied d'égalité et non en vous traitant en esclaves producteurs. A quoi ceux qui, comme certains au Caire, tentent de se servir de l'U.R.S.S. pour évincer les Anglo-Américains, répondent : Tout cela est bien joli, mais le dynamisme russe est fort; il compte des partisans solides en Moyen-Orient, solides et connaissant l'obéissance révolutionnaire. Est-ce que les buts russes ne sont pas les suivants : hériter la situation traditionnelle de l'Angleterre, évincer ensuite les U.S.A. des riches terrains pétroliers d'Iran, d'Irak et d'Arabie; par le partage de la Palestine entretenir l'anarchie en Méditerranée orientale, puis, en s'appuyant sur la clientèle déjà acquise, transformer les pays du Moyen-Orient en pays satellites de bon rapport ? En fait, il est intéressant de noter que l'on voit, de plus en plus, des envoyés des Indes venir faire de la propagande marxiste dans le Moyen-Orient, avec le mot d'ordre : "Ni musulmans, ni Hindous, tous prolétaires".

En somme, il apparaît que l'U.R.S.S. joue de plus en plus au Moyen-Orient des divisions entre les Anglais, les Américains et les quelques Français qui ont encore des bribes d'influence, tout en faisant une propagande arabe, axée suivant les besoins des nationalismes ombrageux des pays du Moyen-Orient. Tout se passe comme si le dessein de l'U.R.S.S. --tout au moins dans l'absolu, en faisant abstraction de ses positions particulières entre les rivalités anglaises et américaines-- était d'éliminer les peuples européens en les faisant chasser par les Arabes, pour, en suite de cette éviction et au profit d'une guerre, s'installer dans le Moyen-Orient où, étayé par des P.C. possédant de bons cadres, elle ferait se détruire, les uns après les autres, les pays arabes pour mettre la main sur ... le Moyen-Orient, convoité pour des raisons tant économiques que doctrinales.

Voilà l'opinion d'un spécialiste, sujet d'une nation qui est elle-même spécialiste de ces pays du Moyen-Orient. La conclusion est sombre, mais elle risque de se vérifier si les nations occidentales ne mettent pas un terme à leurs querelles.

paul dehème

LA VIE SOCIALE

- La Commission de conciliation de la métallurgie parisienne n'a pas encore abouti à un accord. Elle se réunira ce nouveau vendredi. Toutefois, la délégation ouvrière, qui réclamait des augmentations de l'ordre de 22,5 % sur les salaires réels, a abaissé ses prétentions à 15 %. Elle paraît d'ailleurs disposée à aller au-delà et à transiger sur un pourcentage compris entre 12 et 15. En tout état de cause, ce sera la dernière fois que les patrons accepteront de discuter sur les salaires réels. Dans les négociations ultérieures, il ne saurait s'agir que de salaire minimum. Cette thèse est combattue par Force Ouvrière, mais elle est acceptée par la C.F.T.C. pour des raisons de recrutement. La C.F.T.C. estime, en effet, que des accords généraux sur les salaires réels coupant court à toute discussion sur le plan de l'entreprise, les ouvriers se désintéressent de l'activité syndicale et délaissent leurs organisations.

Gaillard, qui demandait hier à Neumeyer de faire cesser la grève du zèle des Finances, s'est heurté à un fin de non-recevoir. La grève du zèle va donc sévir. Par exemple, les fonctionnaires de la régie intéressée vont appliquer strictement la législation sur la circulation des boissons.

-:-:-

PROGRAMME d'IMPORTATION 1951-1952

Le programme d'importation en provenance de la zone dollar vient d'être étudié par les services officiels. D'après les demandes des différentes Directions Techniques, ce programme s'élèverait à un total de 950 millions à 1 milliard de dollars, tout en laissant encore une marge de variation en plus, par suite de la double incertitude subsistant, et sur le programme militaire, et sur l'importance des récoltes. Une première contraction de ces besoins exprimés a permis de réduire ces demandes à 850 millions de dollars. Or, dans l'état actuel des ressources, il semble que notre programme d'importation ne pourra pas dépasser 700 millions de dollars. En effet, notre situation en dollars paraît générée comparée à celle de l'an dernier, parce que :

a) - l'aisance relative de l'an dernier était, en grande partie, imaginaire;

b) - le montant de l'aide E.R.P. se trouve fortement diminué; cette aide se situera, pour la France, entre 150 et 200 millions de dollars, alors que le chiffre souhaitable avait été évalué, par les Finances Extérieures, à 650 millions de dollars; par ailleurs, cette aide ne comportera que 90 % de dons pour le total tous pays (et 10 % de prêts);

c) - les besoins essentiels se sont gonflés : pour le pétrole, la consommation augmente de 10 à 15 % - pour le coton, une politique d'économie avait été menée l'an dernier, par suite de la pénurie. Cette année, il faut reconstituer les stocks - pour le charbon, il faut augmenter les importations des U.S.A., par suite de la diminution des livraisons de la Pologne et de l'Allemagne.

d) - les prix ont augmenté. Alors que nous avons dépensé 800 millions de dollars l'an dernier, il en aurait fallu 850 cette année.

Or, les prévisions de recettes en dollars s'établissent ainsi :

- Exportations directes	310 millions de dollars brut (EFAC et 10 % Equipment compris pour l'ensemble de l'Union Française)
-------------------------------	---

- Exportations indirectes	130
- Tourisme	90
- Aide E.R.P.	180

Soit un total de l'ordre de 700 millions de dollars.

On peut considérer que les postes financiers privés s'équilibrent.

Mais, en face des recettes, il faut porter les dépenses suivantes :

- Procédures hors programmes (EFAC, etc.)	65
- Incidence des déficits des autres balances :	

U.E.P.	75
F.S. libres	16
accords commerciaux	25
opérations diverses	
(financières)	175

Soit un total de l'ordre de 350 millions de dollars.

Il ne reste donc disponible que 350 millions de dollars et, pour réaliser même un programme d'importation de 700 millions de dollars, il faut donc faire un prélevement sur les réserves.

Des mesures d'économies sont envisagées : par ripage de produits : par exemple, utilisation du fuel à la place du charbon - par ripage de pays : pays de l'Est; pour certains produits (coton, céréales) possibilité de s'approvisionner hors zone dollar, mais plus cher - par ripage de monnaies: frêt : essayer de négocier le paiement partiel en monnaie du pavillon pour le frêt de l'Atlantique Nord; pétrole : essayer d'augmenter la part payable en francs dans les accords pétrole - par ripage de procédures : utilisation des dérogations pour l'achat de produits inscrits au programme,

(Programme d'importation 1951-1952 - 2 -)

Il n'en reste pas moins que la situation est sérieuse et que tous les ripages, toutes les économies doivent être activement recherchées.

La ventilation du programme d'importations est, dans les grandes lignes la suivante :

France d'Outre-Mer : 100 millions de dollars (besoins difficiles à restreindre davantage) - Etats Associés : 0 (ils se suffisent avec l'aide directe) - Frêt : 110 millions de dollars (sauf peut-être quelques ripages en monnaies du pavillon, mais 130 s'il faut accroître les importations de charbon) - Produits agricoles : 30 millions de dollars (encore qu'il pèse une incertitude sur la récolte en blé; risque total de 60 millions de dollars) - Equipements-Transports : 20 millions de dollars (Air-France) - Produits industriels, équipements autres : 430 à 450 millions de dollars, dont les postes principaux sont : pétrole : 118 (ramené à 100), coton : 120 (réduit à 100), charbon : 80 (Fob), équipement : 40 à 50, non ferreux : 50, chimie : (par procédures de dérogations).

Il est à noter, par ailleurs, que les crédits déjà ouverts au 30 septembre s'élevaient à 176 millions de dollars, auxquels s'ajoutent, depuis le 1er octobre, 20 millions de dollars, et que des achats ont également été faits sur autorisations ERP antérieures.

LA SITUATION BELGE DANS LE CADRE DE L'U.E.P.

Le Conseil de l'O.E.C.E., examinant les possibilités de règlement des excédents de l'U.E.B.L. vis-à-vis de l'U.E.P., a pris notamment les décisions suivantes, valables jusqu'au 31 décembre 1951 :

1) - Dans la mesure où l'excédent comptable cumulatif de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise excède le montant de son quota, ses excédents comptables sont réglés pour moitié par des versements d'or, et pour moitié par l'octroi de prêts dans la limite d'un montant égal à 80.144.000 unités de compte.

2) - Dans la mesure où l'excédent comptable cumulatif de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise excédera la limite prévue au paragraphe ci-dessus :

a) Ses excédents comptables pour les mois d'octobre et de novembre 1951 seront réglés par des versements d'or, à concurrence de 35 millions et 25 millions d'unités de compte respectivement et, pour le surplus, par l'octroi de prêts.

b) Son excédent ou son déficit comparable pour le mois de décembre 1951 sera réglé de façon quo, compte tenu de l'or versé ainsi que des prêts consentis au titre des deux mois précédents, le total de ses excédents comptables, diminué du total de ses déficits comptables pour la période allant du 1er octobre au 31 décembre 1951, se trouve réglé à concurrence de 80 millions d'unités de compte par des versements d'or et pour le surplus par l'octroi de prêts.

3) - Les prêts consentis par l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, en vertu de la présente décision, portent intérêt de 2 1/4 % par an.

NEGOCIATIONS COMMERCIALES

CHILI.- Des négociations s'ouvriront à Paris, le 22 octobre. La question essentielle sera celle du nitrate. Par suite d'une libération à l'importation du Chili, nous n'exportons plus suffisamment pour alimenter notre compte et, au-delà d'un certain plafond, nous devons verser des dollars. Il nous faut donc, ou bien augmenter nos exportations, ou bien réduire nos achats de nitrate.

COSTA-RICA.- Le gouvernement de ce pays veut négocier le renouvellement de l'accord de paiements qui vient à expiration dans six mois.

YUGOSLAVIE Approved For Release 2002/08/15 : CIA-RDP83-00415R010200050013-8